



**MARCHÉ DE SERVICES  
« GARDIENNAGE »**

**CAHIER SPÉCIAL DES CHARGES RÉF. S/21/0111**

**PROCÉDURE NÉGOCIÉE DIRECTE AVEC PUBLICATION  
PRÉALABLE**



Marché de services « Gardiennage »  
Cahier spécial des charges n° S/21/0111



## CLAUSES ADMINISTRATIVES

- A -	<b>LISTE DES DÉROGATIONS ET MOTIVATIONS</b>
	<p>Liste des articles de l'arrêté royal du 22 juin 2017 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures auxquels il est dérogé et motivation des dérogations :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Article 44, §2 ; Le délai de 15 jours calendrier et le moyen de communication (courrier recommandé) dont dispose l'adjudicataire conformément à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité du 14 janvier 2013, pour faire valoir ses moyens de défense, ne sont pas adaptés dans le cadre des prestations demandées vu l'impact sur la sécurité des biens et/ou des personnes. <b>Ainsi, dans ce cadre, le recommandé sera remplacé par le fax et le délai de réponse sera de 8 heures maximum.</b></li></ul>
- B -	<b>ADRESSES</b>
	<p><b>Adjudicateur :</b> Immobilière sociale Toit&amp;moi SCRL Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons</p> <p><b>Service dirigeant :</b> Service Support-Achats Pierre Claerbout, Directeur gérant Adresse : rue Fernand Maréchal n°26 à 7000 Mons</p> <p><b>Fonctionnaire dirigeant :</b> Stéphane Dubois, chef de service Sécurité &amp; Bien-être Tél. : 065/47.01.21 – Courriel : <a href="mailto:sdubois@toitetmoi.be">sdubois@toitetmoi.be</a></p> <p>Toute information ou demande relative au marché peut être adressée, par écrit uniquement et avec la mention « marché de services n° S/21/0111 », à l'attention de Madame Dominique Winant, chef de service Achats (Courriel : <a href="mailto:dwinant@toitetmoi.be">dwinant@toitetmoi.be</a>)</p>
- C -	<b>OBJET DU MARCHÉ</b>
	<p><b>Le marché a pour objet le gardiennage de sites appartenant au pouvoir adjudicateur</b></p> <p>Lieu de livraison : entités de Mons, Frameries, Colfontaine, Quévy.</p>
- D -	<b>DURÉE DU MARCHÉ</b>
	<p><b>Le marché a une durée de 4 ans</b></p>



<b>- E -</b>	<b>MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET PUBLICITÉS LÉGALES</b>
<p>Le marché sera conclu par <a href="#">procédure négociée directe avec publication préalable</a> (art. 41, §1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 17 juin 2016)</p> <p><u>Publications</u> :</p> <p><a href="#">Bulletin des Adjudications</a></p> <p>Autres publications éventuelles : <a href="#">site internet</a> de <a href="#">l'Adjudicateur</a> (<a href="http://www.toitetmoi.be/marches-publics/">http://www.toitetmoi.be/marches-publics/</a>)</p>	

<b>- F -</b>	<b>CRITÈRES D'ATTRIBUTION</b>
<p>Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les conditions d'accès et les critères de sélection qualitative et dont l'offre régulière sera la plus avantageuse déterminée sur base du <a href="#">prix</a>.</p>	

<b>- G -</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DES LOTS</b>	
N° lot	Désignation	Estimation (€ hors T.V.A.)
Lot 1	<a href="#">Gardiennage des tours Tristan et Triolet à 7012 Jemappes</a>	< 214.000,00€
Lot 2	<a href="#">Gardiennage ponctuel de sites</a>	
Lot 3	<a href="#">Transport d'argent</a>	
<p><a href="#">Les soumissionnaires peuvent remettre prix pour les 3 lots. Les rabais en cas de réunions de plusieurs lots ne sont pas autorisés.</a></p> <p><a href="#">L'attributaire du lot 1 ne pourra se voir attribuer que les lots n° 1 et 3 pour autant qu'il y ait au moins 2 offres pour le lot 2 (cf. clause de réexamen – article 6.7 des présentes clauses)</a></p>		

<b>- H -</b>	<b>MODE DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ</b>
<p><a href="#">Lot 1 – Marché mixte</a></p> <p><a href="#">Lots 2 et 3 – Marché à bordereau de prix</a></p>	



<b>- I -</b>	<b>FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS</b>
<p>Conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, sont inclus dans le prix tant unitaires que globaux, tous les frais, mesures et impositions quelconques inhérents à l'exécution du marché dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1° la gestion administrative et le secrétariat ;</li><li>2° le déplacement, le transport et l'assurance ;</li><li>3° la documentation relative aux services ;</li><li>4° La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;</li><li>5° les emballages ;</li><li>6° la formation nécessaire à l'usage ;</li><li>7° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail</li></ul>	
<b>- J -</b>	<b>DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES</b>
6 mois	

- K -	<b>BASE LÉGALE ET RÉGLEMENTAIRE</b>
	<p>Le présent marché est soumis, pour sa passation et son exécution, outre au présent cahier spécial des charges aux versions coordonnées/consolidées de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ; ;</li> <li>- L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- L'arrêté royal du 22 juin 2017 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- La loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information, et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- La loi du 8 décembre 1992 et à l'arrêté royal du 13 février 2001 relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;</li> <li>- La loi du 4 août 1996 concernant le bien-être du travailleur et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- Le règlement n°2016/679 « Règlement général sur la protection des données » et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- La Loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage</li> <li>- Toute autre réglementation ayant un lien avec le présent marché</li> </ul> <p>L'adjudicataire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à sa disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles aussi bien en matière de sécurité et d'hygiène qu'en ce qui concerne les conditions générales de travail, que celles-ci résultent de la loi ou d'accords paritaires sur le plan national, régional ou local ;</li> <li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale.</li> </ul>

- L -	<b>COMPOSITION DU CAHIER DES CHARGES</b>
	<p>Le dossier de mise en concurrence comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le présent document</li> <li>- le formulaire d'offre</li> <li>- les inventaires</li> </ul>



- M -	<b>CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE MARCHE</b>
	<p>Sur les sites officiels</p> <p>A télécharger sur le site internet du Adjudicateur (<a href="http://www.toitetmoi.be/marches-publics/">www.toitetmoi.be/marches-publics/</a>)</p>
- N -	<b>ENVOI, RÉCEPTION ET OUVERTURES DES OFFRES, MODIFICATIONS ET RETRAITS D'OFFRES</b>
	<p>Le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation des moyens électroniques sous peine de nullité de l'offre. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur <b>au plus tard le (cf. avis de marché)</b>. Les offres électroniques doivent être envoyées via le site internet e-tendering <a href="https://eten.publicprocurement.be">https://eten.publicprocurement.be</a> qui garantit le respect des conditions établies à l'article 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par mail ne répond pas aux conditions de l'art. 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016. En effet, le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée. En introduisant son offre par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.</p> <p>Plus d'informations peuvent être obtenues sur le site : <a href="http://www.publicprocurement.be">http://www.publicprocurement.be</a> ou via le numéro de téléphone du helpdesk du service e-Procurement : +32 (0)2 790 52 00. »</p> <p><b>Modifications ou retrait des offres :</b></p> <p>Toute modification à une offre déjà envoyée ou remise ainsi que son retrait devront respecter les prescriptions de l'article 43 §2 de l'arrêté royal du 18 avril 2017. Ainsi, toute modification ou retrait donnera lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt électronique qui devra être revêtu d'une signature électronique qualifiée.</p> <p><b>Dépôt et ouverture des offres :</b></p> <p>Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. La séance d'ouverture des offres électroniques aura lieu <b>(cf. avis de marché)</b></p>
- P -	<b>EVENTUELLE(S) DISPOSITION(S) COMPLÉTANT LA DEUXIÈME PARTIE DU PRÉSENT CAHIER</b>
	3 lots



- Q - SIGNATURES		
Le ... / ... / ...  ...  ...	Le ... / ... / ...  P. CLAERBOUT Directeur gérant	





## **1 ADJUDICATEUR**

### **1.1 IDENTIFICATION**

#### **Adjudicateur :**

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL

Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Tél. : 065/47.02.01 – Fax : 065/47.02.12

Le pouvoir adjudicateur est le seul interlocuteur responsable et est donc le seul compétent pour modifier le marché et pour trancher les problèmes qui se posent lors de l'exécution. Il est représenté par le service dirigeant.

#### **Le service dirigeant de l'Adjudicateur est :**

Département administratif et financier

Pierre CLAERBOUT, directeur gérant

Tél. : 065/47.01.01 – Courriel : [dwinant@toitetmoi.be](mailto:dwinant@toitetmoi.be)

L'Adjudicateur mettra les réponses aux questions posées (de manière anonyme) à disposition de tous les compétiteurs sur le site internet suivant : [www.toitetmoi.be](http://www.toitetmoi.be). Lorsque cela s'avérera nécessaire, un avis rectificatif sera publié.

### **1.2 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT**

#### **Mandats du fonctionnaire dirigeant :**

- Le fonctionnaire dirigeant est mandaté pour prendre toutes les décisions nécessaires, dans les limites imposées par le présent cahier spécial des charges, afin de veiller à la bonne exécution du marché ;
- Toute promesse, modification ou accord qui diverge des conditions de ce Cahier spécial des Charges et qui n'est pas notifié par le Adjudicateur est à considérer comme nul par les deux parties ;
- Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un de ses délégués moyennant communication écrite aux participants concernés.
- Le fonctionnaire dirigeant ne peut prescrire de prestations supplémentaires quelconques – sauf en cas de péril en la demeure – sans l'accord écrit de l'Adjudicateur.

Toutes communications et notifications que l'attributaire estime devoir faire concernant son marché sont faites, par écrit, au fonctionnaire dirigeant.

L'attributaire ne pourra se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par l'Adjudicateur ou son fonctionnaire dirigeant pour prétendre être dégagé de sa responsabilité si les prestations venaient à être refusées ultérieurement.



Si l'attributaire désigne un délégué pour la conduite et la surveillance des prestations, il doit en informer le fonctionnaire dirigeant, par écrit, en fournissant l'étendue du mandat. L'Adjudicateur a, à tout moment, le droit d'exiger le remplacement du délégué.

## **2 OBJET ET NATURE DU MARCHÉ**

### **2.1 OBJET DU MARCHÉ**

#### Lot 1

---

Prestations sur les sites des tours « Flora Tristan » et « Elsa Triolet », cité du Coq à 7012 Jemappes.

Prestations : gardien en présence continue (rondes) de 19h00 à 7h00, 7 jours/7

Problématique : protection des biens et personnes face aux groupes de personnes menaçantes.

#### Lot 2

---

Prestations destinées à protéger les chantiers de travaux entre la réception provisoire des bâtiments et leur mise en location

Chantiers prévus :

- Domaine d'Epinlieu à Mons – RP prévue en octobre 2025
- rue Emile Limauge à Ghlin – RP prévue en 2023
- rue des Martyrs à Jemappes – RP prévue en 2023

Prestations destinées à surveiller les immeubles dans la cadre d'un défaut de fonctionnement des centraux d'alarme de prévention contre les incendies

#### Lot 3

---

Prestations destinée au transport d'argent

**Ce marché ne confère aucun droit d'exclusivité aux attributaires.**

Marché mixte :

La partie fixe du marché concerne les prestations assurées durant le marché – (QF)

Le Pouvoir adjudicateur ne contracte aucune obligation d'acquérir les prestations reprenant des quantités estimées – (QP)



## **2.2 DURÉE DU MARCHÉ**

Maximum 4 ans à dater de la date de réception de la notification du marché.

Lot 1 :

La durée des prestations est estimée : du 1<sup>er</sup> mai 2021 au 30 septembre 2021.

Ces dates pourront être revues si le marché est acceptée par la tutelle plus tôt que prévu initialement et si la date de libération des immeubles est avancée ou reculée pour des raisons indépendantes de la volonté de l'adjudicateur.

## **2.3 VARIANTES ET OPTIONS**

Les variantes sont interdites. Aucune variante facultative ou obligatoire n'est prévue.

Il n'y a pas d'options.

## **3 MOTIFS D'EXCLUSION ET SÉLECTION QUALITATIVE**

### **3.1 DROIT D'ACCÈS**

3.1.1 Le soumissionnaire atteste qu'il ne fait l'objet d'aucune condamnation pénale au sens de l'article 67, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou, en cas de condamnation pénale, qu'il a adopté des mesures de nature à démontrer leur fiabilité en dépit d'un motif d'exclusion obligatoire et ce, conformément à l'article 70 de la loi (mesures correctrices).

L'adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger la production d'un extrait du casier judiciaire récent ou de tout document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays dont le soumissionnaire est ressortissant.

3.1.2 Le soumissionnaire atteste qu'il est en ordre de paiement de ses impôts et taxes et de ses cotisations sociales, conformément à l'article 68, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

3.1.3 En outre, pour une période de 3 ans, l'accès au présent marché peut être refusé à tout prestataire, en application de l'article 69, 7°, de la loi, sous le coup d'un écartement résultant de défaillances importantes ou persistantes constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché antérieur passé par un adjudicateur, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.



### **3.2 APTITUDE À EXERCER L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE**

#### **Lot 1**

- 1) Le soumissionnaire devra fournir une copie de l'autorisation du Ministère de l'Intérieur pour les prestations :
  - de surveillance et de protection de biens mobiliers ou immobiliers
  - de protection de personnes
- 2) Le soumissionnaire devra fournir la liste de minimum 30 services de protection de biens immobiliers au cours des 3 dernières années

#### **Lot 2**

- 1) Le soumissionnaire devra fournir une copie de l'autorisation du Ministère de l'Intérieur pour les prestations :
  - de surveillance et de protection de biens mobiliers ou immobiliers
  - de protection de personnes
- 2) Le soumissionnaire devra fournir la liste de minimum 10 services de protection de biens immobiliers au cours des 3 dernières années

#### **Lot 3**

- 1) Le soumissionnaire devra fournir une copie de l'autorisation du Ministère de l'Intérieur pour les prestations :
  - de transport d'argent
- 2) Le soumissionnaire devra fournir la liste de minimum 10 services de transport d'argent au cours des 3 dernières années

### **3.3 RÈGLES COMMUNES**

S'il y a lieu, le soumissionnaire joint en outre à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

Les soumissionnaires originaires d'autres pays des Communautés européennes qui sont dans l'impossibilité de fournir les attestations et certificats précités doivent joindre à leur offre tous les documents nécessaires pour établir qu'ils satisfont, de façon équivalente, à ces critères généraux et réglementaires de sélection.

Conformément à l'article 66 de de la loi du 17 juin 2016, l'Adjudicateur se réserve expressément la possibilité d'inviter les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les documents présentés. Il peut également, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout soumissionnaire. Une traduction des documents transmis pourra être réclamée sauf s'il s'agit de document officiel émanant d'une autorité publique et rédigé dans une des langues officielles belges.



Les soumissionnaires ne sont pas dispensés de fournir les documents exigés et ce, même s'ils les ont déjà fournis dans une procédure antérieure organisée par le présent Adjudicateur.

En outre, la situation des soumissionnaires quant aux motifs d'exclusion et aux critères de sélection qualitative peut être revue avant l'attribution du marché afin de vérifier que leur situation ne s'est pas dégradée, sans qu'un soumissionnaire qui ne remplissait pas les conditions au moment de référence ne puisse prétendre à son intégration à ce stade de la procédure.

## **4 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION**

### **4.1 ERREURS OU OMISSIONS**

Lorsque le soumissionnaire découvre des erreurs ou omissions rendant impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par voie électronique à l'attention de Madame Dominique Winant, chef de service Achats (Courriel : [dwinant@toitetmoi.be](mailto:dwinant@toitetmoi.be)) et ce, au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres.

### **4.2 MODÈLE ET CONTENU DE L'OFFRE**

L'offre est rédigée en français.

Sous peine de nullité, les offres doivent :

- Être introduite de manière électronique (<https://enot.publicprocurement.be>) ;
- Comprendre le formulaire de soumission joint au présent cahier spécial des charges
- Comprendre l'inventaire complété

Les offres comprendront également la preuve que le(s) signataire(s) de l'offre a (ont) qualité pour ce faire ;

Les corrections des erreurs découvertes dans les quantités présumées ne sont pas autorisées.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente qui seraient contraires au présent cahier des charges, même si celles-ci sont mentionnées dans l'un ou l'autre document annexé à son offre.

Par le dépôt de son offre et la visite des sites, le soumissionnaire reconnaît :

- avoir examiné tous les documents mis à sa disposition par l'Adjudicateur et avoir sollicité et obtenu tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement de son offre ;
- avoir établi son offre d'après ses propres opérations, calculs et estimations ou sur base des documents présentés mais aussi des renseignements et investigations auxquels il a jugé nécessaire de recourir



## 5 **PRIX**

Les prix remis devront comprendre tous les frais utiles, frais de déplacement compris.

Les prix unitaires et globaux de chacun des postes doivent être établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers divers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Les prix comprennent toutes les impositions généralement quelconques, applicables au moment du dépôt de l'offre, auxquelles est assujéti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée (paiement de la TVA sous le régime de l'auto-liquidation).

Du fait de son offre, le soumissionnaire reconnaît que tous les accessoires nécessaires à ses missions font partie intégrante du marché de façon à réaliser les prestations de services complètes, rien excepté, ni réservé.

Par la remise de son offre, l'adjudicataire sera considéré comme ayant accepté les termes et conditions du présent cahier spécial des charges, en ce y compris les délais.

Les conditions générales de l'adjudicataire et ou de ses éventuels sous-traitants, contraires au présent cahier spécial des charges ne sont pas applicables au présent marché.

Tous les frais encourus à l'occasion de la préparation et de la présentation de l'offre seront entièrement à charge du soumissionnaire.

### 5.1 **VÉRIFICATION DES PRIX**

Sur simple demande écrite de l'Adjudicateur, le soumissionnaire doit fournir dans un délai maximal de 7 jours calendrier, toutes indications destinées à permettre la vérification des prix offerts.

### 5.2 **CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Montant global d'inventaire

### 5.3 **AUTORISATION DE COMMUNICATION**

Le soumissionnaire retenu consent à ce que son nom, le montant de l'offre ainsi que l'objet du marché soient publiés par la Société wallonne du logement, et communiqués à première demande à toute personne, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 relatif à la publicité des marchés publics passés par les sociétés de logement de service public.



#### **5.4 COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET LÉGISLATION APPLICABLE**

Les tribunaux de l'arrondissement de Mons sont seuls compétents pour connaître de tout litige relatif à l'exécution du présent marché (en ce compris de son cautionnement) et/ou à l'interprétation des dispositions du cahier spécial des charges.

Cette clause demeure valable en cas de litispendance, connexité ou d'appel en garantie.

La loi belge est d'application à l'exclusion de toute autre.

#### **5.5 FACULTÉ DE RENONCER À PASSER LE MARCHÉ**

Conformément à l'article 58 de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur a le droit de n'attribuer que certains lots et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon un autre mode.

#### **5.6 CONFIDENTIALITÉ**

Tous les documents et informations orales ou écrites communiquées aux soumissionnaires ou dont ils ont connaissance dans le cadre de la procédure d'attribution et dans le cadre de l'exécution du marché public sont considérés comme strictement confidentiels. Ces documents ou informations ne pourront en aucun cas être communiqués à des tiers ou utilisés à des objectifs étrangers à la préparation de l'offre ou à l'exécution du marché, sauf autorisations préalables et écrite de l'adjudicateur.

L'adjudicateur s'abstiendra de divulguer à des tiers les informations ayant été expressément considérées comme confidentielles par les soumissionnaires, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de ces derniers. Cette obligation de confidentialité n'est cependant pas d'application :

- Quand l'information en question est déjà tombée dans le domaine public, d'une autre manière qu'en violation de la présente disposition ;
- Quand la communication de l'information est requise par la disposition légale, une décision judiciaire ;
- Quand l'information est destinée à des conseillers financiers, juridiques ou assimilés ou soumis à une obligation de secret professionnel ;
- Quand l'information est nécessaire dans une procédure juridictionnelle mais uniquement en vue d'assurer le respect des droits de la défense ou le droit à un procès équitable.

Sous réserve de l'application de la législation sur la transparence administrative, les soumissionnaires sont invités à indiquer expressément quelle(s) partie(s) de leur offre doit (doivent) être considérée(s) comme confidentielle(s).



### Traitement des données à caractère personnel

La « législation sur la protection des données » désigne toute législation en vigueur au sein de l'Union européenne en matière de protection des données personnelles, y compris :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après RGPD).
- La loi du 30 juillet 2018 « relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel » (ci-après LVP).

Les termes « responsable du traitement », « sous-traitant », « personne concernée », « données à caractère personnel », « violation de données à caractère personnel » et « traitement » ont la même définition que celle donnée dans la législation sur la protection des données.

Les termes « traité » et « traiter » doivent être interprétés conformément à la définition du « traitement ».

Le sous-traitant (adjudicataire), dans le cadre du présent marché, agira au nom et pour le compte du responsable du traitement.

Le Responsable de traitement met à disposition du Sous-traitant (adjudicataire) des données à caractère personnel (tel que défini dans le RGPD) dont il est responsable.

Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît être soumis aux droits et obligations du RGPD et de la LVP spécifiques aux sous-traitants. Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît en outre que le responsable du traitement est soumis aux droits et obligations du RGPD et de la LVP spécifiques aux sous-traitants.

Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît également présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Le sous-traitant (adjudicataire) ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le sous-traitant (adjudicataire) informe le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Lorsque des données à caractère personnel sont traitées par le sous-traitant (adjudicataire), ses agents, ses employés ou ses prestataires intermédiaires dans le cadre du marché ou en rapport avec celui-ci, le sous-traitant (adjudicataire) s'engage à et fait en sorte que les agents, les prestataires intermédiaires et les employés s'engagent à :





- Ne traiter, ne transférer, ne modifier, n'amender ou n'altérer les données personnelles et ne divulguer ou n'autoriser la divulgation des données personnelles à des tiers que :
  - o conformément aux instructions du responsable de traitement ; ou
  - o dans les circonstances requises par la législation de l'Union ou de l'État membre à laquelle est soumise le sous-traitant, auquel cas le sous-traitant doit informer le responsable de traitement de cette obligation légale avant le traitement de ces données personnelles, sauf lorsque la loi interdit de communiquer de telles informations pour des motifs d'intérêt public importants ;
- Prendre toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que tous les employés, agents et prestataires intermédiaires susceptibles d'avoir accès aux données personnelles :
  - o soient informés de la nature confidentielle des données personnelles ; et
  - o soient soumis aux engagements de confidentialité ou aux obligations professionnelles ou légales de confidentialité applicables à de telles données personnelles et à leur traitement ;
- Sauf lorsque des directives légales prévoient qu'un sous-traitant ou un responsable de traitement n'est pas tenu de signaler une violation de données personnelles, avertir sans délai le responsable de traitement dès qu'ils ont connaissance d'une telle violation de données personnelles et apporter leur assistance au responsable de traitement, en tenant compte de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant, pour l'aider à respecter ses obligations de notification, enquête, correction et remédiation d'une violation de données personnelles prévues par la législation sur la protection des données;
- Coopérer, à la demande du responsable de traitement, dans la mesure raisonnable et nécessaire pour permettre à ce dernier de respecter les droits d'une personne concernée visés par la législation sur la protection des données concernant les données personnelles traitées par le sous-traitant aux termes des contrats et se conformer à toute évaluation, demande, avis ou enquête visée par la législation sur la protection des données, y compris par un organe de régulation, sous réserve d'un préavis raisonnable.
- Autoriser uniquement les prestataires intermédiaires acceptés par le responsable de traitement à traiter des données personnelles, sous réserve des conditions suivantes :
  - o Le responsable de traitement doit être préalablement informé de l'identité du prestataire intermédiaire proposé ;
  - o les contrats conclus entre le sous-traitant (adjudicataire) et le prestataire intermédiaire doivent prévoir des dispositions essentiellement similaires à celles stipulées dans le présent avenant ;

- le sous-traitant (adjudicataire) restera entièrement responsable vis-à-vis du responsable de traitement, conformément aux termes des contrats, notamment en matière de responsabilité, dans le cas où un prestataire de services intermédiaire ne respecterait pas ses obligations en rapport avec le traitement des données à caractère personnel.
- Cesser le traitement des données personnelles à l'expiration ou à la résiliation des contrats ou, en cas de cessation anticipée, le service qui en est l'objet et, au choix du responsable de traitement, renvoyer ou supprimer les données personnelles et toute copie de celles-ci ou des informations qu'elles contiennent, sans préjudice des obligations légales en vigueur dans l'Union ou dans l'État membre concernant l'archivage ou le stockage de ces données personnelles.

Le responsable de traitement accepte par les présentes que le sous-traitant (adjudicataire) engage une société du groupe du sous-traitant pour le traitement des données personnelles comme stipulé dans les présentes dispositions.

Sur demande, le sous-traitant (adjudicataire) fournira au responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer qu'il respecte ses obligations aux termes des présentes dispositions, autorisera et contribuera aux audits, y compris aux inspections, réalisés par le responsable de traitement.

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre mais aussi de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que de la probabilité et de la gravité du risque pour les droits et libertés des personnes concernées, chaque partie doit appliquer et veiller à ce que ses agents, prestataires intermédiaires et employés appliquent les mesures techniques et organisationnelles appropriées, et ce afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, en prenant tout particulièrement en compte le risque de destruction, perte, altération accidentelle ou illégale des données à caractère personnel ou le risque de divulgation ou d'accès non autorisé à ces données.

Le sous-traitant (adjudicataire) devra fournir une assistance raisonnable au responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour les consultations préalables avec les autorités de contrôle compétentes dans les cas où le responsable de traitement jugerait raisonnable de le faire en vertu de l'article 35 ou 36 du RGPD, pour autant que cela concerne uniquement le traitement des données personnelles effectué par le sous-traitant (adjudicataire) et en prenant en compte la nature du traitement et les informations dont dispose le sous-traitant (adjudicataire).



## **6 CLAUSES RELATIVES À L'EXÉCUTION**

### **6.1 PERSONNEL EN CHARGE DE L'EXÉCUTION**

Exception faite des courriers recommandés imposés par la présente législation, les parties communiqueront par courriel.

Fonctionnaire dirigeant : sdubois@toitetmoi.be

Prestataire : l'adresse courriel à utiliser sera communiquée au fonctionnaire dirigeant dans un délai maximal de 15 jours à dater de la réception du courrier de notification du marché.

Tout contact téléphonique sera confirmé par un courriel.

Dans les 15 jours à dater de la réception de la notification, l'attributaire désigne un gestionnaire d'équipes pour la conduite et la surveillance des prestations et doit en informer le fonctionnaire dirigeant en fournissant l'étendue du mandat. Le fonctionnaire dirigeant a le droit d'exiger, à tout moment, le remplacement du délégué.

### **6.2 DÉLAIS**

[Le prestataire s'engage à mettre à disposition les prestations commandées dans un délai maximal de 24 heures](#)

[Pour le lot 2 : 1 heure s'il s'agit de surveillance de site dans le cadre de la prévention incendie](#)

### **6.3 MODALITÉS COMPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

Dans un délai de trente jours à dater de la conclusion du marché, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit les contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue et la responsabilité garantie requise.

L'adjudicataire est tenu de souscrire les assurances nécessaires à compter de l'attribution du marché et de les conserver ou renouveler pendant toute la durée du marché, pendant laquelle sa responsabilité sera couverte comme mentionné ci-dessus.

L'adjudicataire transmettra au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, une copie des polices d'assurance souscrites à cet effet ; il lui transmettra aussi, sur simple demande, son éventuel schéma de réassurance ainsi que le détail de la chose assurée et du montant de l'assurance.

A défaut d'une telle police d'assurance ou en cas de couverture insuffisante pour garantir le chantier en question, cela sera considéré comme un manquement aux clauses du marché pouvant donner lieu à la mise en place des mesures d'office.



## **6.4 CAUTIONNEMENT**

### *6.4.1 Montant du cautionnement*

5% du montant du marché pour autant que le montant global du marché soit supérieur à 50.000€ hors tva.

Le cautionnement peut être constitué d'une des manières prévues à l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Lorsque ce dernier devient inadapté pour quelque cause que ce soit (prélèvement d'office, prestations supplémentaires ou modifications à la demande du Adjudicateur ...) impliquant une augmentation ou diminution de plus de 20% du montant initial du marché, il est reconstitué ou adapté en conséquence à la demande de la partie intéressée.

### *6.4.2 Libération du cautionnement*

La réception du marché vaut demande de libération totale du cautionnement.

## **6.5 MODIFICATIONS AU MARCHÉ – CLAUSES DE RÉEXAMEN**

### **6.5.1 RÉVISION ANNUELLE DES PRIX**

Les prix offerts pourront être revus annuellement pendant l'exécution du contrat, sur demande de l'attributaire.

Formule de révision :  $P = P_0 \times (S/S_0)$  où :

P= Prix révisé

P<sub>0</sub>= prix à réviser au temps 0

S= indice des salaires actualisé

S<sub>0</sub>= indice des salaires au temps 0

Le soumissionnaire mentionnera clairement les indices officiels utilisés, leur valeur à l'introduction de l'offre et le moment de lecture souhaité, ainsi que l'endroit où ces indices peuvent être consultés. Les prix révisés seront d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de révision et seront soumis pour approbation au minimum deux mois auparavant par lettre recommandée auprès du service dirigeant.

## **6.6 MODIFICATION AU MARCHÉ : SUPPRESSION DE PRESTATIONS À QUANTITÉS FIXES**

Lot 1

Il est prévu que les 2 bâtiments soient complètement libérés de locataires pour fin septembre 2021.

Dans l'éventualité où cette date serait avancée, le prestataire de services a droit à une indemnité forfaitaire égale à 10% de la diminution calculée sur maximum 1 mois de prestations.



## **6.7 MODIFICATION AU MARCHÉ : ADAPTATION DE PRESTATIONS À QUANTITÉS FIXES**

### **Lot 1**

En fonction de l'efficacité du gardiennage effectué ou de son inefficacité, le type de présence sur site pourra être adapté. Pour ce faire, le soumissionnaire transmettra ses divers tarifs lors de la mise en place du marché. Ces tarifs serviront de base à la négociation.

Aucune indemnité ne sera due aux parties.

## **6.8 MODIFICATION AU MARCHÉ : DÉFAILLANCE DE L'ATTRIBUTAIRE DU LOT 1**

### **Lot 2**

Il dans l'éventualité où l'attributaire du lot 1 serait défaillant et où l'adjudicataire opérerait pour un « marché pour compte », des prestations non prévues aux quantités présumées pourront être demandées à l'attributaire du lot 2.

## **6.9 PAYEMENTS**

### **6.9.1 *Avances et acomptes***

Il ne sera accordé ni avances ni acompte

### **6.9.2 *Facturation***

Les demandes de paiement des prestations valant déclaration de créance sont introduites au siège social de l'Adjudicateur. Elles devront être datées, signées, mentionner la référence du cahier spécial des charges, être libellées conformément aux postes d'inventaire.

Les factures pourront être transmises de manière hebdomadaire ou mensuelle.

### **6.9.3 *Délais de paiement***

Les demandes de paiement doivent être adressées à l'Adjudicateur. Ce dernier dispose alors de 30 jours pour procéder aux vérifications nécessaires pour autant qu'il ait été mis en possession des documents utiles.

A compter du terme du délai de vérification susvisé, l'Adjudicateur dispose de 30 jours pour procéder au paiement.

Les intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure.



## **6.10 MOYENS D'ACTION DE L'ADJUDICATEUR**

### **Défauts d'exécution et sanctions.**

#### **6.10.1 PV DE MANQUEMENT**

Tous les manquements aux clauses du marché seront constatés par un « Procès-verbal de manquement » dont une copie sera transmise immédiatement par envoi recommandé à l'adjudicataire.

L'adjudicataire sera tenu de réparer sans délai ses manquements. Il pourra également faire valoir ses moyens de défense.

Les manquements constatés pourront déboucher sur l'application de mesures d'office.

#### **Dérogation**

Article 44, §2 : Le délai de 15 jours calendrier et le moyen de communication (courrier recommandé) dont dispose l'adjudicataire conformément à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité du 14 janvier 2013, pour faire valoir ses moyens de défense, ne sont pas adaptés dans le cadre des prestations demandées vu l'impact sur la sécurité des biens et/ou des personnes.

**Ainsi, dans ce cadre, le recommandé sera remplacé par le fax et le délai de réponse sera de 8 heures maximum.**

## **6.11 RÉCEPTIONS**

La réception définitive a lieu tacitement par le paiement de la facture.



## Clauses techniques

### Présence continue :

Le gardien reste dans le bâtiment. Il sera mis à disposition de l'agent de gardiennage un local chauffé ainsi que des sanitaires, aux frais de l'adjudicateur

### Présence par ronde :

L'agent de gardiennage surveillera un périmètre déterminé par l'adjudicateur sous forme de ronde dont la méthode sera mise au point en concertation avec le fonctionnaire dirigeant

### Prestations horaires :

La première heure est due entièrement.

À partir de la deuxième heure, tout dépassement sera comptabilisé par demi-heure.

### Accompagnement lors du transport d'argent :

Sur demande du fonctionnaire dirigeant, un agent de gardiennage accompagnera un employé de la comptabilité lors du transfert d'argent en espèces vers la banque située dans un périmètre de maximum 10km du siège social.

### Condition d'exécution :

Les agents de gardiennage devront parler parfaitement la langue française